

L'Humanité



rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Vendredi
25 février 1977

No 633

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Amalrik devant l'Élysée

Pour Giscard comme pour Marchais **UN DISSIDENT BIEN ENCOMBRANT**

Le dissident soviétique Andreï Amalrik était mercredi devant l'Élysée, poursuivant son action pour dénoncer et pour que soient dénoncées les multiples faits de répression et l'oppression de type fasciste frappant toujours plus durement le peuple en URSS.

Il distribuait un tract expliquant qu'il voulait attirer l'attention du gouvernement et de l'opinion publi-

que en France sur les problèmes des droits de l'homme, sur l'importance des accords d'Helsinki, ainsi qu'en signe de solidarité avec les détenus politiques de l'URSS.

Plusieurs fois refoulé par la police, il a néanmoins passé pratiquement toute la journée devant l'Élysée, souvent très entouré, répondant aux questions et recevant un certain nombre de marques

de sympathies.

Il a quitté les lieux dans la soirée, après 22 heures.

C'est après avoir vainement demandé à être reçu par le président de la République et après le refus d'une rencontre avec un haut fonctionnaire du quai d'Orsay qu'Amalrik est ainsi passé à l'action.

C'est que, si Giscard est prompt à se faire le cham-

pion des libertés et à se servir des dissidents de l'Est (notamment face à ses concurrents de «gauche» et particulièrement le PCF), sa «fermeté sur les principes» est comme on voit beaucoup plus nuancée quand il se trouve au pied du mur et qu'il s'agit de prendre concrètement position.

(Suite p. 3)

Espagne

LES REVISIONNISTES DANS LA COURSE AUX ELECTIONS

L'épreuve de force subtile que se livrent le gouvernement de Juan Carlos et le Parti révisionniste de Santiago Carrillo, vient de connaître de nouveaux rebondissements.

C'était la semaine dernière, la publication par le PCE des listes de candidats qu'il se propose de présenter aux prochaines élections législatives à laquelle vient de répondre le rejet, par le gouvernement espagnol de sa demande officielle de légalisation, sans laquelle il ne peut prétendre participer au prochain cirque électoral. A vrai dire, ces derniers évènements ne sont une surprise pour personne. La

tactique du PCE est évidente depuis déjà longtemps : tout faire pour obtenir sa légalisation le consacrant comme un grand parti compréhensif, raisonnable et respectueux de la légalité.

Face à son offensive en ce sens, la bourgeoisie monopoliste espagnole se trouve en position délicate, coincée entre l'exigence de réformes nécessaires pour survivre et la crainte d'une brutale «destabilisation» politique qui s'exercerait à ses dépens !.

Une chose est sûre : ce n'est pas avant tout la mort de Franco, le dictateur sanglant qui opprima les peuples d'Espagne durant près de 40 ans, qui justifie que rien ne peut plus fonctionner comme avant en Espagne, mais bien la lutte héroïque du peuple.

Si l'Espagne bouge aujourd'hui, c'est donc d'abord et avant tout sous les coups de boutoir des luttes populaires : des ouvriers de Barcelone, des mineurs des Asturies, des paysans d'Andalousie, des étudiants de Salamanque et de Madrid, des minorités basques et catalanes opprimées.

Après la mort du vieux bourreau, l'édifice franquiste, déjà fissuré, craque brusquement.

(Suite p. 2)

Semaine anti-impérialiste

dédiée au Président Mao-Tsé-Toung le plus grand révolutionnaire de notre époque

DU 26 FEVRIER AU 5 MARS

à la Cité Internationale bd Jourdan

- LE 26 FEVRIER MAISON D'ITALIE
- * Ouverture solennelle à 14 h par les organisations cosignatrices de la plate-forme
- * Hommage au président Mao Tsé-toung
- * Message de soutien
- * Film sur le Pérou présenté par l'ADEPEF
- * Court métrage sur le Cambodge par des patriotes du Kampouchea
- * Exposition «Hommage à Mao Tsé-toung

Plusieurs soirées avec tables de presse et panneaux seront animées par les organisations suivantes :

LE 28 FEVRIER (MAISON D'ITALIE)
A 20 H

— UGET (CSP), Comité de soutien à la Révolution palestinienne, MIL, FUDE (espagnol), FPC (Chili)

LE 1er MARS — MAISON DE LA NORVEGE
A 20 H

— UNECA (Centre Afrique), UNEECI (Côte d'Ivoire), AMFP (avec film)

LE 3 MARS — MAISON D'ITALIE —
A 20 H

— AEOM (Madagascar), AGEG (Gabon), ASEC (Comores), UNEK (Kameroun)

LE 5 MARS — JOURNEE CULTURELLE
A PARTIR DE 14 H

Avec Ballets, chants, poèmes, films présentés par l'ASEC, l'AEOM, l'AGEG, l'ADEPEF (Pérou), l'UGET-CSP (Tunisie)

Un adepte du contrôle médical privé : le PCF

L'UIMM, organe patronal de la métallurgie, a signé avec l'Ordre des médecins un contrat type généralisant l'usage



du contrôle médical privé déjà largement utilisé depuis plusieurs années.

C'est une grave atteinte au droit à la santé des travailleurs ainsi qu'à leur liberté individuelle, et l'un des moyens pour renforcer toujours plus leur exploitation.

Dans de nombreuses entreprises les travailleurs s'y sont déjà opposés et le mécontentement est grand. Les directions syndicales elles-mêmes s'en «indignent» après avoir laissé s'ouvrir la porte à de telles pratiques.

C'est ce que nous montrent des ouvriers de Tréfilimétaux Brétigny (voir article p. 5).

Dans leur lutte, ces travailleurs ont été amenés à découvrir que lorsqu'ils sont eux-mêmes «patrons», les dirigeants du PCF en usent également.

C'est le cas de Ballanger, maire d'Aulnay-sous-Bois, président du groupe prétendu communiste à l'assemblée nationale.

Dans sa municipalité, les employés communaux sont depuis longtemps soumis à ce genre de contrôle : des fois qu'ils manqueraient de zèle pour servir ces nouveaux bourgeois, et qu'ils ne seraient pas prêts à leur sacrifier leur santé !

Service public, intérêt national, lutte contre «quelques magnats de la haute finance», tout sera bon, tout est déjà bon, pour justifier l'exploitation la plus honteuse des travailleurs.

Qu'on ne doute pas un instant que ce qu'ils font à petite échelle, ils le feront demain en grand s'ils ont le pouvoir !

La Mongolie mise à sac

Moscou suit à l'égard de la Mongolie, comme des autres pays de l'Est, une politique néo-colonialiste basée sur un pillage impitoyable de ses ressources naturelles. Elle applique ainsi son plan d'intégration transformant l'économie mongole en un appendice de l'économie capitaliste soviétique.

Les soviétiques ont inventé pour cela «les entreprises ou unions mixtes» qui ne sont rien d'autres que la version russe des «multinationales».

On connaît «l'entreprise mixte soviéto-mongole des métaux non-ferreux» qui contrôle l'extraction de ces minerais en territoire mongole et organise leur expédition en URSS pour les besoins de la métropole.

Pour s'acquitter des in-

vestissements soviétiques réalisés pour la construction du complexe de Cuivre-Molybdène de Erdenet, la Mongolie devra fournir pendant 20 ans de suite du cuivre et du Molybdène à l'URSS. Le complexe, par ailleurs, est relié au système électrique soviétique. Cette ligne, de l'aveu même de la presse soviétique, fait dépendre entièrement le système électrique central de Mongolie de celui de l'URSS.

Cela démontre que, non seulement le complexe de cuivre mais aussi tous les autres ouvrages de l'industrie d'extraction qui sont construits avec «l'aide» et les «crédits» des sociaux-impérialistes soviétiques, dépendent de la métropole russe.

A côté des minerais, les produits animaux prédominent sur la liste des produits que la Mongolie, région essentiellement pastorale, est obligée de fournir régulièrement à Moscou.

Pour faire face à la crise permanente de son agriculture, et de son élevage, parallèlement à l'achat de grandes quantités de viande

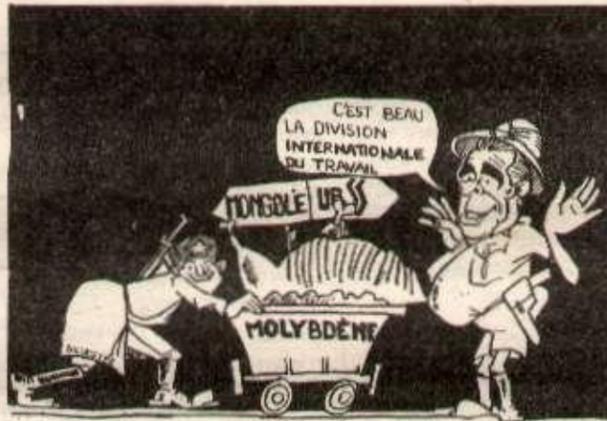
à d'autres pays, l'URSS se sert ainsi de la Mongolie pour compenser ses propres carences.

Ces cinq dernières années, la Mongolie a livré à l'URSS 97 000 tonnes de viande, 54,5 mille tonnes de laine, 956 mille peaux, 424 mille blousons de cuir, 964 000 tonnes de fluor etc. le tout à des prix considérablement inférieurs aux cours mondiaux.

Les sociaux-impérialistes poussent même le cynisme jusqu'à revendre une partie des ces produits à la Mon-

golie en réalisant ainsi un double et substantiel profit.

Le peuple de Mongolie, qui trime ainsi durement pour les brigands qui l'asservissent ne peut pas manquer d'établir des comparaisons entre son sort et celui de ses frères de Mongolie intérieure qui, de l'autre côté de la frontière, dans le cadre de la République populaire de Chine, connaissent le bonheur et la prospérité. Cette comparaison ne peut que renforcer sa détermination à se débarrasser de ses oppresseurs.



Montpellier

Chaleureuse commémoration de la journée anti-impérialiste

Pour commémorer l'anniversaire de l'assassinat le 21 février du communiste Michel Manouchian et du groupe de partisans, tous immigrés, dont il était le responsable, les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge ont organisé une réception en l'honneur des organisations marxistes-léninistes et anti-impérialistes présentes à Montpellier.

Étaient présents à cette réunion, des représentants de Perspectives tunisiennes (El AmelTounsi : Le Travailleur tunisien), du Front du peuple chilien de l'Union générale des étudiants irakiens, l'Association des étudiants d'origine malgache, l'Association générale des étudiants guadeloupéens, Association des stagiaires et étudiants comoriens, la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France, l'Association générale des étudiants gabonais, les Amis du peuple sahraoui, un membre du Comité des patriotes du Kampuchéa démocratique en son nom personnel (le comité n'avait pu se réunir à temps pour officialiser un représentant) et enfin un représentant de la JCMLF.

La réception commença par la lecture d'un texte du comité régional du PCMLF, qui soulignait les tâches des communistes français dans la lutte contre «leur» impérialisme qui sévit encore dans les «colonies», et au niveau national pour l'unité des travailleurs français

et immigrés. Le texte poursuivait en reprenant l'«analyse des trois mondes» et le rôle moteur du tiers monde dans le cadre du front uni mondial contre les deux superpuissances.

Il devait rappeler aussi l'importance de la République populaire de Chine et de la République populaire d'Albanie comme fermes arrières de la lutte des peuples. Enfin il se terminait par un toast porté à la lutte des peuples contre le colonialisme, l'impérialisme et l'hégémonie des deux superpuissances.

Les représentants de Perspectives tunisiennes prirent ensuite la parole, et lancèrent un appel à l'unité des forces anti-impérialistes, cette juste initiative fut reprise par la plupart des organisations présentes qui décidèrent d'unir leur effort pour entreprendre un travail anti-impérialiste conséquent et prolongé sur la ville de Montpellier, en particulier en redonnant un nouveau souffle au comité des étudiants anti-impérialistes mis en sommeil depuis quelques mois par le sabotage des forces prosoviétiques.

Pour conclure un camarade de l'Humanité rouge apporta le soutien total des communistes marxistes-léninistes de France à ces justes initiatives.

Cette réunion a marqué une étape importante dans l'essor du mouvement anti-impérialiste à Montpellier, nul doute qu'elle sera suivie de nombreuses initiatives.

Correspondant HR le 20/2/77

Espagne

LES REVISIONNISTES DANS LA COURSE AUX ELECTIONS

Suite de la p. 1

Depuis longtemps, la fraction la plus importante et la plus «moderne» des monopoles espagnols avait senti la nécessité d'une reconversion inévitable : ce «boum» économique des années 60 réalisé sur le dos du peuple, donnait à la bourgeoisie espagnole une plus grande velléité d'autonomie par rapport à l'impérialisme US, jusque là omniprésent. La CEE lui offrait de nouvelles perspectives d'un développement économique moins dépendant. Mais le «Bunker», avec son salut fasciste, ses chemises bleues, son hymne fasciste «Cara el sol» qui proclame que «la force est la loi de la paix», lui en interdit l'accès. Il lui faut donc «libéraliser», «démocratiser», mais en douceur, sous peine de ne plus pouvoir contrôler le processus engagé.

Déjà la fraction moderniste, pro-européenne du patronat a créé une «organisation des chefs d'entreprise indépendants». Son secrétaire général, Pablo Sela, tient un langage que ne renierait pas la fine fleur du patronat français éprise de «coopération» et de «concertation» : «le temps est venu d'en finir avec les structures mussoliniennes. Nous voulons des entreprises libres dans une société libre. Il n'y a pas d'économie stable sans des syndicats ouvriers forts et représentatifs. Nous voulons une réforme fiscale qui allège les pressions sur les classes laborieuses. Nous souhaitons la cogestion.»

A ce discours Marcelino Camacho, membre du Comité central du PCE, fait immédiatement écho : «Il faut mettre de l'ordre dans le secteur économique, produire davantage pour exporter plus et importer moins... Mais tant que les travailleurs espagnols seront étrangers dans leur pays, on ne peut pas exiger des sacrifices pareils».

Entendez : tant que le PCE restera illégal, se verra dans l'impossibilité de présenter des candidats aux prochaines élections législatives, vous ne pourrez bénéficier de sa collaboration pour réaliser cet objectif. Et c'est ce qui explique l'incroyable jeu de cache-cache que le gouvernement de Juan Carlos et Carrillo ont développé ces derniers mois.

Sur le plan de la politique extérieure, il y a longtemps que Carrillo a entendu lever les inquiétudes des monopoles espagnols concernant ses liens avec l'URSS. Il s'est fait le champion inconditionnel de l'«Eurocommunisme», a réaffirmé bien haut «l'indépendance totale et absolue de son parti à l'égard de Moscou». Mais le prochain «sommet» qu'il a convoqué à Madrid (avec l'accord du gouvernement espagnol !) regroupant Berlinguer et Marchais peut difficilement apparaître comme un haut lieu de la contestation de Moscou du fait notamment, de l'invitation également adressée à... Cunhal !

D'ailleurs malgré les contradictions qui les opposent aux révisionnistes espagnols, l'«Agence Tass» comme «La Pravda» ne manquent jamais de voler bruyamment au secours de Carrillo dans chacun de ses démêlés fictifs ou réels avec le gouvernement espagnol.

Ces liens inquiétants ont aussi leur côté attrayant pour les monopoles espagnols : l'espoir d'affaires intéressantes à conclure du côté de l'Est. Alors que la presse soviétique tance vertement le gouvernement Suarez, Moscou accueillait récemment une très importante délégation commerciale espagnole, la Bulgarie vient d'établir discrètement des liens diplomatiques avec l'Espagne.

C'est pourquoi le gouvernement Suarez manœuvre prudemment avec le PCE. Le refus qu'il vient d'opposer à sa légalisation n'a rien de définitif : en dernier ressort, c'est le tribunal administratif qui doit trancher. Pendant ce temps, le PCE est gêné dans sa campagne électorale et le gouvernement gagne du temps en évoquant des élections législatives possibles dès juin prochain.

De part et d'autre, jeux et calculs de bourgeois dont les peuples d'Espagne manifestent, par leurs luttes incessantes pour le pain, la terre, la liberté, qu'ils n'en attendent rien.

Belgique

GREVE AU CHARBONNAGE DU ROTON (FARCIENNES)

Les 200 ouvriers de surface ont déclenché le 10 février une grève sauvage. Un accord salarial a été conclu par le patron et les directions syndicales, accordant des augmentations de 30 à 50 F, selon les catégories.

Les grévistes demandent 50 F pour tous.

Extraits de «Clarté»
organe central du PCMLB



Marseille

ROLAND AGRET EN DANGER DE MORT

Condamné le 28 février 1973 à 15 ans de réclusion criminelle pour «avoir été l'instigateur» du meurtre d'un garagiste nimois et de son employé, Roland Agret n'a cessé de proclamer son innocence et pour obtenir la révision de son procès, il a accompli de longues grèves de la faim.

Les trois demandes successives de révision de son procès ont toutes été rejetées quoique bien des faits troublants aient été établis laissant supposer que Roland Agret pourrait avoir été victime d'une machination politique à laquelle il aurait été complètement

étranger.

Le 20 janvier 1976, notamment un détenu affirmait dans une lettre aux défenseurs d'Agret que les deux meurtriers du garagiste avait agi pour le compte du SAC - encore lui ! - à la suite de tripotillages financiers et qu'Agret était bien innocent.

Mais la Cour de cassation a pourtant estimé qu'il n'y avait pas là de «faits nouveaux» justifiant la réouverture du procès... à moins que des ordres occultes aient été donnés pour «classer» l'affaire.

Roland Agret n'a pas accepté cette décision et a

continué à se battre. Aujourd'hui, son état de santé se trouve si délabré que 7 médecins spécialistes se sont réunis à son chevet pour décider son transfert à l'hôpital de la Timone. Dans un message qu'ils ont adressé à l'Élysée, ils soulignent que l'état de santé du détenu leur est apparu comme «très alarmant». Ils précisent que, depuis le début de sa grève de la faim, le 15 mars 76, «l'apport nutritionnel accepté par Roland Agret a varié entre 350 et 1 000 calories par jour».

«Cet homme, disent-ils, ayant perdu 23 kilos, est gravement dénutri. Toute station debout lui est devenue impossible et ce n'est qu'avec difficulté qu'il parvient à s'asseoir dans son lit. Il doit être maintenu actuellement sous perfusion continue».

Le message ajoute : «Actuellement, son état cardiaque est des plus inquiétant et les troubles du rythme constatés ont imposé une mise en surveillance constante du centre de réanimation ou CHU Timone».

Et les 7 médecins concluent : «Nous savons qu'une demande de grâce vous a été vainement transmise, il y a quelques mois...

Nous croyons aujourd'hui que notre devoir de médecins, devant cet homme en danger de mort, nous impose en conscience de vous demander pour Roland Agret la grâce médicale.»

Si cet appel reste sans écho, c'est que décidément des intérêts bien puissants ont intérêt à maintenir le «dossier Agret» définitivement clos, fut-ce au prix de la vie d'un innocent !

Amalrik devant l'Élysée

POUR GISCARD COMME POUR MARCHAIS UN DISSIDENT BIEN ENCOMBRANT

Suite de la p. 1

Les échanges avec l'URSS offrent des perspectives de profits non négligeables par ces temps difficiles et rendent les pressions soviétiques d'autant plus efficaces, surtout à si peu de temps d'une visite de Brejnev en France !

Ainsi Amalrik n'est pas reçu, sous prétexte que ce serait s'ingérer dans les affaires intérieures de l'URSS !

De son côté, le PCF dont la «dénomination» des crimes du social-fascisme est de même strictement limitée aux impératifs électoraux bien pressants actuellement, prend ses distances à l'égard de ces dissidents.

Selon Marchais, «Amalrik et Pliouch interviennent activement dans la vie politique française en se livrant à des opérations politiciennes dirigées contre les communistes». La suite le montre, il s'agit des mises en garde faites par les dissidents sur la détente que préconise cette superpuissance qu'est l'URSS et dont on a pu voir ce qu'elle cache, de la Tchécoslovaquie à l'Angola en passant par le Moyen-Orient, sans parler des fameux pêcheurs soviétiques et en attendant des terrains plus proches pour les exploits de leur énorme puissance militaire.

En somme, Giscard fait le dos rond sous la pression de l'URSS et Marchais l'encourage à être ferme... face aux dissidents !

A noter que le lendemain jeudi, «La Pravda» informait le peuple russe en ces termes :

«Amalrik a été arrêté à Paris pour trouble de l'ordre public» !! Sans commentaire...

Amalrik compte se rendre ensuite en Allemagne (où Helmut Schmidt a déclaré qu'il ne le recevrait pas) et dans d'autres pays.

nouvelles intérieures

Polémique entre Marchais et «Le Nouvel Observateur» à propos d'une interview de Corvalan

L'interview accordée par Luis Corvalan au «Nouvel Observateur» publié le 14 février fait l'objet d'une polémique entre Georges Marchais et le journaliste qui a réalisé cette interview, Philippe Ganier-Raymond.

A «Antenne 2», le secrétaire général du PCF a déclaré mardi soir : j'espère que «le Nouvel Observateur» de la semaine prochaine publiera le démenti que mon ami Luis Corvalan a rendu public hier à Moscou : les propos qui lui ont été prêtés dans l'interview publiée par le «Nouvel Observateur» sont des propos erronés.

De son côté, en réponse, Philippe Ganier-Raymond a précisé dans un communiqué : «le secrétaire général du PCF (...) met en cause l'authenticité de mon témoignage et l'honnêteté de ma démarche. C'est pourquoi je ne puis attendre ce prétendu démenti pour déclarer :

(1) que je dispose des bandes magnétiques de l'enregistrement.
(2) Que M. Corvalan m'a répété plusieurs fois et avec précision, au cours de notre entretien, les allégations qui peuvent paraître aujourd'hui litigieuses et qui concernent M. Boukovski et évidemment M. Marchais lui-même.

La Faucille

JOURNAL PRISAN DES COMMUNISTES MARXISTES LÉNINISTES DE FRANCE

Le No 31 de «La Faucille» est paru. Passez vos commandes à l'Humanité rouge BP 61 - 75861 Paris cedex 18.

Au sommaire :

- Plan de liquidation des petits producteurs de lait.

- L'office des céréales.

«La Terre» : un journal bourgeois fait par et pour des capitalistes.

La Chine : formation d'une nouvelle espèce de blé, etc.

Poniatowski relance les opérations «coup de poing»

Après avoir mis en sourdine pendant un certain temps les fameuses et sinistres opérations «coup de poing», le ministre de la répression, Poniatowski, vient de les relancer en participant lui-même à l'une d'entre elles dans la nuit de mardi à mercredi dans les Yvelines et le Val-d'Oise.

Ces opérations, soi-disant destinées à lutter contre le banditisme sont en fait des mesures d'intimidation policière contre les travailleurs : il s'agit à la fois de montrer la puissance de la police et de faire peser sur eux une menace permanente.

Ainsi dans la nuit de mardi à mercredi, dans la région de Mantes et Conflans-Sainte-Honorine près de 500 policiers, gendarmes et CRS ont contrôlé 2 500 véhicules et 4 000 personnes. Neuf personnes ont été

arrêtées dans certains cas simplement parce qu'elles faisaient l'objet de recherches.

Poniatowski a déclaré au terme de l'opération, que de tels dispositifs de «contrôle et de protection» seraient mis en place le plus souvent possible dans les banlieues des grandes villes «pour que 1977 connaisse une certaine baisse de la délinquance».

Dans l'ensemble des opérations de mardi soir, 1 200 policiers et gendarmes ont participé au déploiement de forces : 3 736 personnes ont été contrôlées, 2 574 véhicules ont été arrêtés et 73 établissements publics fouillés dans les Yvelines.

Dans le Val-d'Oise, 9 464 personnes, 5 714 voitures, 100 établissements publics ont été contrôlés.

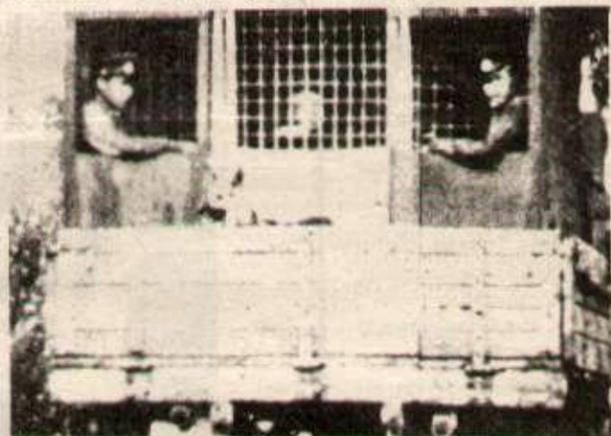
Au total 10 personnes ont été arrêtées.

De l'avis de nombreux policiers, les opérations coup de poing sont insignifiantes pour diminuer la criminalité... et pour cause...

En fait la lutte contre le banditisme est le dernier souci de la bourgeoisie comme le montre bien le film «Le Shériff». En ce qui concerne la petite délinquance elle semble préoccuper beaucoup plus Poniatowski : et ce n'est pas étonnant ; cela aussi est un phénomène de classe ; il s'agit de camoufler une des conséquences de la crise économique capitaliste et du chômage des jeunes par la violence.

En fait, sur tous les plans les opérations coup de poing constituent des opérations anti-populaires et de plus une préparation à une répression de masse, un entraînement pour la police. Voilà pourquoi il faut s'opposer pied à pied à ces mesures de type fascisant.

Il a notamment déclaré à propos de la Chine, qu'il ne voulait pas se fier «à ce qu'on en raconte».



Chiens, grilles, gardes : cage pour transport d'opposants en URSS.

Caisse d'Épargne de Paris

LES «ECUREUILS» DEBOUTES PAR LE TRIBUNAL

Dans l'affaire de la prime de fin d'année, portée devant le tribunal par les syndicats, le jugement vient d'être rendu :

Ce que les Écureuils n'avaient pas obtenu par la grève, sabotée comme nous l'avons montré, (voir entre autres le bilan dans HR 627), ils ne l'ont bien sûr pas obtenu au tribunal où ils ont été déboutés et condamnés aux dépens (à payer les frais de justice).

A noter que le jugement a été rendu par Mme Rozes à qui l'on doit les «Bip, bip, bip» du Shériff, le film qui a «déplu» au SAC.

On peut mesurer (et nombre d'Écureuils doivent le faire aujourd'hui) la lourde responsabilité des dirigeants révisionnistes du SU (syndicat unifié qui, soit dit en passant, projette d'entrer en bloc à la CGT après consultation «démocratique»)...

Pour convaincre les travailleurs qu'il fallait terminer la grève, ils clamaient que notamment sur la question de la prime, la victoire était pratiquement acquise, ce qui avait été repris par Ségué, la VO et l'Huma !

Nous y reviendrons dans un prochain article de manière plus détaillée.



Le secteur distribution dans les PTT

Préposés à l'exploitation

Nous avons dans notre édition d'hier souligné plusieurs aspects du «service public» que sont les PTT, montrant que ce service public est en fait au service du capitalisme.

Dans la situation de crise actuelle, les projets de réorganisation, restructuration et autre, qu'ils s'incluent dans le plan Barre ou le Programme commun ne visent qu'à renforcer la capacité des «services publics» en général à mieux servir le capitalisme sous sa forme monopoliste soi-disant «libérale» style Giscard ou bureaucratique d'État style Marchais.

Le préposé : c'est un terme nouveau ; avant on parlait de facteur (ce qui reste vrai dans le langage populaire : on dit plutôt «voilà le facteur» que «voilà le préposé»).

Il y a le préposé à la distribution (à pied, en vélo ou en auto) des lettres, journaux, imprimés.

Il y a le préposé conducteur qui livre les paquets (en 2 CV ou 4 L).

Le préposé à l'acheminement, lui, travaille dans un centre de tri ou une recette principale et ne fait pas de tournée. Il peut faire du tri dans une recette principale ; dans un centre, il est «manutentionnaire» quand il est en salle avec les agents du tri et au «transbordement» quand il est à la réception des camions, trains, sacs postaux.

Il y a aussi des préposés dans les ambulants (ceux qui travaillent dans les trains-postes).

LE PREPOSE A LA DISTRIBUTION

Cette catégorie est celle qui travaille le plus longtemps : 41 h 30 depuis la grève de 74 (42 h 30 avant, descendues à 41 h 30 sans augmenter les effectifs !).

Dans un bureau de poste (on dit aussi bureau mixte) les préposés travaillent sur des quartiers. Ils «courent» le courrier suivant les rues et l'ordre de la tournée. Ensuite ils classent dans l'ordre et le sens de la rue (pair, impair, des petits aux gros numéros, etc.). Dans les petits bureaux ou les villes de moyenne importance, ils font le tri préliminaire, de 6 h 15 à 7 h 15 par exemple (cela arrive aussi dans les recettes principales).

Dans les petits bureaux règne le paternalisme : le receveur (chef de bureau) se comporte en «père de famille», se débrouille sans jamais demander de renfort (ce qui est mieux pour son avancement).

Le taux de syndicalisation est assez faible. FO particulièrement présent est en net recul ; les révisionnistes sont à l'aise dans ce genre d'atmosphère.

LA TOURNEE

Le préposé part en tournée, avec les mandats (s'il y en a) et le cahier de «recommandés», pour une durée moyenne de 3 à 4 heures par jour et finit sa journée vers 12 h 30-13 heures.

Le cas échéant, il relève en route les boîtes à lettres.

Chaque bureau, suivant son importance, dispose d'un volant de remplacement, largement insuffisant : les rouleurs (de même au niveau du département : la brigade).

Dans les deux cas, cela ne peut se traduire que par une exploitation renforcée des travailleurs, des atteintes aux avantages acquis, une intensification du travail et une dégradation de ses conditions, toujours au nom de l'intérêt national.

Pour les travailleurs, la seule voie est celle de la lutte contre tous ces projets bourgeois.

Nous donnons ci-dessous, selon le témoignage d'un postier, la description d'une catégorie particulière de personnel PTT, que les révisionnistes traitent avec grand mépris sans pour autant négliger ses voix pour les prochaines foires électorales.

«qu'ils ne font pas grand chose pour se battre» (ce qui contribue à diviser plus encore).

Avant, les préposés faisaient dans les grandes villes une tournée le matin, et une tournée l'après-midi un jour sur deux. Imaginez un peu les rouleurs mis sur une tournée sans «doublure» (le temps d'apprendre la tournée), rentrant à 14 h et repartant aussitôt sans manger ! Comment s'y retrouver dans les rues, impasses, immeubles à plusieurs entrées !

Il n'y a pratiquement

Pour ne pas embaucher, l'administration confie les grands immeubles aux concierges payés 3 ou 4 heures par jour en tant que «contractuel» : c'est une bonne combine.

Les camarades se battent pour des effectifs permettant des remplacements et «doublures» suffisants et donc des congés réguliers.

Il y a aussi la bagarre pour la durée du travail. La suppression de la tournée de l'après-midi, dans certaines villes de moyenne im-



plus de jeunes à la distribution. Tous vont le plus vite possible dans les centres de tri et espèrent ne jamais retourner à la distribution. Ce qui fait qu'il y a de plus en plus de femmes (à Paris notamment).

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

C'est dans ce secteur des PTT (le «postal») que les travailleurs sont le plus durement exploités. Le paternalisme y cache mal une discipline «militaire».

L'«avantage» qu'ils ont, c'est les calendriers de fin d'année (on appelle ça «le carton») et les ISA (1). L'administration en joue pour les démobiliser et les diviser des autres (qui n'ont pas ce genre d'avantage).

Leur combativité est grande mais la révolte est le plus souvent individuelle compte-tenu de l'arbitraire et de la dispersion (5 à 15 facteurs dans les petits bureaux). Les révisionnistes en profitent pour dire

plus de jeunes à la distribution. Tous vont le plus vite possible dans les centres de tri et espèrent ne jamais retourner à la distribution. Ce qui fait qu'il y a de plus en plus de femmes (à Paris notamment).

Les démissions sont plus fréquentes qu'ailleurs, ainsi que les crises de nerfs et les congés-maladies.

LES LUTTES

Elles portent sur la longueur et le poids des tournées (accroissement du courrier du fait de la publicité entre autres). Un vérificateur, à la demande du receveur, peut suivre pendant deux jours le préposé pour «vérifier» la tournée qui peut être allégée suivant le résultat. Mais il faut attendre que le «vérif» daigne venir, surtout que le moment est fixé par la direction : le «résultat» est dans ces conditions souvent négatif !

portance, a permis de ramener l'horaire à 41 h 30 par semaine, soit 6 h 55 par jour, sans retour l'après-midi. C'était une amélioration importante pour les préposés.

Ce sont là quelques aspects limités de la lutte dans la distribution. Des lecteurs peuvent certainement envoyer au journal d'autres contributions.

Un postier.

(1) ISA : Imprimerie sans adresse. Les PTT distribuent des publicités sous enveloppe (sans adresse). Le préposé perçoit une somme en fonction du nombre d'imprimés qu'il doit distribuer dans un laps de temps déterminé s'il veut être payé.

Il est difficile de faire le point sur le refus de cette pratique par les préposés (la CGT l'avait combattue dans le temps mais l'a laissé se rétablir depuis que la direction est totalement inféodée au révisionnisme).

Mais les ISA n'ont pas connu la diffusion escomptée par les PTT.

Communiqué du comité de soutien du foyer Sonacotra de Cormeilles en Paris

Les résidents du foyer Sonacotra de Cormeilles en Paris en lutte depuis 16 mois pour :

- La hausse des loyers de 100 F
- La modification du règlement intérieur. (ex droit de visite 24 h sur 24)
- L'égalité des droits entre français et immigrés

Le Comité des résidents organise une journée portes ouvertes le Samedi 26 février à partir de 12 h. Au foyer de Cormeilles en Paris (95)

19 Rue d'Argenteuil
Méhoui, couscous, théâtre, chanteurs.
Projection du film «Sonacotra cèdera».
DISCUSSIONS

Ils vous invitent à venir nombreux ; à vous informer de leurs conditions de vie et à soutenir leur juste lutte. Le Comité de soutien du foyer de Cormeilles en Paris.

Les municipales à Clermont-Ferrand QUILLOT (PS) BRISEUR DE GREVE : IL S'EN VANTE

FR 3 Auvergne innovait lundi 23 février en présentant pour la première fois, à l'heure où A 2 nous montrait les candidats à la mairie de Paris, un débat entre les «patrons» des deux listes en présence à Clermont : le Dr Canque (apolitique, tendance giscardienne) et Roger Quillot (maire sortant, social-démocrate tendance Defferre).

Il faut dire que ça ne volait pas haut. On a pu apprécier pourtant certaines répliques. Ainsi : Canque :

«Le maire doit être un élément conciliateur dans les conflits sociaux et ne pas souffler sur les braises» ; Quillot : «Prenez la grève des Nouvelles Galeries, c'est moi qui ai résolu le problème».

Eh oui ! c'est M. Quillot qui a donné l'autorisation aux NG de faire des soldes à la fin du mouvement pour attirer les clients qui ne venaient plus et briser la grève.

C'est sous son égide qu'ont été concoctées des négociations bidon (puisqu'avec les soldes et les chefs syndicaux ayant fait cesser les piquets de grève, il n'y avait plus de rapport de force) qui ont entraîné la reprise sans que les revendications essentielles aient été obtenues (elles l'avaient été au magasin de Saint-Laurent-du-Var).

Notre valeureux «socialiste» n'a donc pas de leçon à recevoir de notre brave «apolitique» en ce domaine, il sait très bien s'y prendre. D'ailleurs avec ses employés municipaux, il ne respecte même pas les accords nationaux, et fait pression pour adhérer à FO!

C'est beau, la gestion sociale !

Autre aveu de taille : Quillot a admis qu'il ne faisait pas du bon urbanisme ! Mais il s'est enorgueilli d'avoir construit 15 000 HLM à Clermont, au lieu d'expédier les travailleurs en banlieue. Il ne manque pas de souffle : les HLM de Croix-Neyrat sont certes sur le territoire de la commune de Clermont, mais complètement à l'extérieur, à plusieurs kilomètres du centre, on pourrait dire en pleine campagne et en plus mal desservis par les bus.

Non, malgré ses déclarations mensongères, Quillot mène une politique d'urbanisme fondamentalement capitaliste : vider le centre des villes de leurs habitants populaires, cela s'appelle «rénover» ou «réhabiliter», déporter les travailleurs à la périphérie. Mais comme l'a dit Quillot, en parlant des habitants de Flamina - Croix-Neyrat, «ils votent pour nous» ! Alors, pourquoi s'inquiéter ?

Correspondant Clermont



Pour renforcer l'exploitation des travailleurs

Restructuration des industries d'équipements automobiles

Depuis le 1er janvier 77, le groupe Ferodo a absorbé le groupe Paris-Rhône Cibié.

Ferodo comprend principalement les usines Ferodo (garnitures de freins, amiante, etc.), SEV Marschal (alternateurs, régulateurs, allumeurs, bougies) chiffre d'affaire : environ 1 800 millions de francs. Elle a également des participations financières dans de nombreuses sociétés dont les joints automobiles Curty et Chausson.

Paris-Rhône Cibié c'est : les usines Paris-Rhône (démarreurs, alternateurs, régulateurs), Cibié (projecteurs, phares antibrouillard, etc.), Far (équipements ménager, aspirateurs, cuisinières) plus des filiales en Belgique, Espagne, Maroc et Indes. Chiffre d'affaire 75 + 900 millions.

La restructuration s'effectue sous le contrôle de la FEA (Financière d'équipement automobile) dont Ferodo détient 70 % du capital et Bosch (trust allemand) 30 %.

Cibié, Paris-Rhône et SEV Marschal, ces 3 groupes vont coordonner leurs activités et former un ensemble de 14 000 travailleurs, qui a fait en 1976 un chiffre d'affaire total de 1 950 millions en augmentation de 30 % sur 1975, ce qui veut dire que chaque travailleur de ce groupe a produit 32 150 F de plus en 76 qu'en 75.

QUEL EST LE BUT DE CETTE RESTRUCTURATION ?

Le principal but est de fournir aux constructeurs automobiles des équipements électriques moins chers.

Pour cela, les constructeurs français (Renault en tête) auraient pu acheter à l'étranger mais vu l'importance stratégique de l'industrie automobile, l'État capitaliste a poussé à une restructuration française avec des résonances européennes. Il s'est entre autres opposé au rachat de Paris-Rhône-Cibié par le trust américain Bendix déjà propriétaire de Ducellier.

En système capitaliste pour produire moins cher, il faut diminuer le prix de la main d'œuvre et agrandir ses marchés en s'installant à l'étranger.

Pour diminuer le prix de la main d'œuvre, il y a 2 solutions :

1) Augmenter la pro-

ductivité des ouvriers en France en modernisant l'appareil de production. Cela veut dire faire produire plus à chaque ouvrier.

2) Implanter des usines dans le tiers monde où la main d'œuvre n'est pas chère.

Pour faire tout cela, il faut faire d'énormes investissements. Quand un capitaliste n'est pas assez riche, il fait appel à un autre capitaliste plus riche. Celui-ci n'accepte qu'à condition de participer à la ges-

tion et au partage des bénéfices. C'est ce que Paris-Rhône-Cibié a fait avec Ferodo.

lui a donné une petite partie du capital de Ferodo et quelques millions pour investir ailleurs. Qu'est-ce que cela veut dire pour les travailleurs ? Le but de cette opération est la rentabilisation maximum du capital des propriétaires de l'usine.

C'est pourquoi les travailleurs doivent être vigilants pour faire face à toutes les attaques du patron. Car il prendra toute les mesures pour appliquer son plan de

Que proposent les marxistes-léninistes ?

Les marxistes-léninistes ne proposent pas de s'opposer à ce plan de restructuration car les ouvriers ne trouvent pas plus leurs intérêts dans Paris-Rhône restant seul que dans Paris-Rhône faisant partie du groupe Ferodo.

Ce que nous disons :

- avec la section CFDT s'organiser pour mener la lutte contre les augmentations de cadence, les mutations et les licenciements et pour des augmentations non hiérarchisées.
- se battre pour un réel changement de système et pour cela rejoindre les rangs des marxistes-léninistes de l'Humanité rouge qui travaillent à l'unité des ouvriers.

Comme le dit le PCMLF « le parti marxiste-léniniste unique est une étape vers le renversement du capitalisme et l'instauration en France du socialisme garanti par la dictature du prolétariat ».

Un ouvrier marxiste-léniniste de Paris-Rhône

La famille Cibié, principale actionnaire du groupe Paris-Rhône-Cibié a vendu sa part à Ferodo qui, en échange,

rentabilisation : augmentation des cadences, mutations licenciements s'il le faut. Pour lui, ce plan est vital, pour nous, ouvriers, il est vital de s'opposer à l'augmentation de notre exploitation.

Vous aurez ainsi une petite idée du bonheur des travailleurs « nationalisés ». Les révisionnistes ils aspirent avec l'Union de la gauche à devenir les patrons des industries nationalisées. Voilà ce qui les intéresse.

FACE A CELA QUE NOUS PROPOSENT LES REVISIONNISTES DU PCF ET DE L'UNION DE LA GAUCHE ?

Le dernier tract du PCF parle de l'industrie bradée aux étrangers mais ne parle pas de l'augmentation de notre exploitation entraînée par cette restructuration. Leur problème c'est de savoir qui est propriétaire de Paris-Rhône : ils s'inquiètent du sort des propriétaires, pas du sort des ouvriers. Il y a une raison à cela : depuis 1970, la CGT réclame un regroupement des industries d'équipements automobiles; on voit pourquoi ils sont gênés aujourd'hui. Ils ont largement soutenu le point de vue du patron et du ministre de l'Équipement qui en juin 1976 avaient développé cette solution.

La seule proposition que nous font les révisionnistes du PCF c'est la nationalisation de Ferodo donc de Paris-Rhône. Pour savoir quelles améliorations cela nous apporterait nous disons simplement : « Regardez ce qui se passe chez Renault (700 licenciements prévus dans la machine-outil Renault) aux Charbonnages de France, à la SNCF (40 suppressions d'emploi à Oullins), aux PTT, etc.

« Vous aurez ainsi une petite idée du bonheur des travailleurs « nationalisés ». Les révisionnistes ils aspirent avec l'Union de la gauche à devenir les patrons des industries nationalisées. Voilà ce qui les intéresse.

ILS N'ONT PAS DE BULLETIN DE VOTE...

« Nous ne sommes pour rien dans le déclenchement de cette grève. La preuve en est que nous sommes au poste de travail même si la chaîne est bloquée. Nous ne pouvons pas dire que nous soutenons cette grève. »

Ne vous y trompez pas, c'est bien un dirigeant CGT qui parle ainsi. Le 11 février, 190 ouvriers marocains de la SFAR à Randonnai, se mettaient d'eux-mêmes en grève, contre l'augmentation des cadences et la baisse des salaires.

Mias voilà, un travailleur immigré n'a pas de bulletin de vote, alors...

la France des luttes

Trefimétaux-Brétigny

LE PATRON FAIT APPEL AUX MEDECINS-FLICS BALLANGER AUSSI

Notre direction a fait appel à la Société Sécurex (contrôle médical) pour ramener les malades à l'usine et faire pression sur ceux qui voudraient s'arrêter pour se reposer.

Les contrôles médicaux sont une atteinte directe à nos acquis de lutte, à notre droit à la santé, à la liberté individuelle et également à la dignité des médecins traitants, par la remise en cause de leur signature.

Face à cette attaque patronale, la section CGT-immédiatement réagit et les travailleurs ont organisé la riposte :

- Démarches auprès des médecins de la ville, de la région, auprès de l'Inspection du travail.

- Informations aux organisations syndicales, UL, UD et fédérations, et diffusion d'un tract sur la ville pour populariser largement l'action.

C'est au fil de cette bataille contre Sécurex, que nous avons eu connaissance d'un document qui prouve que des « communistes » pratiquent également les contrôles médicaux privés.

MEDECINS FLICS POUR LES COMMUNAUX DE BALLANGER

Ce document, après avoir précisé que le contrôle médical privé est antérieur au 10 janvier 1970, jour où furent signés entre syndicats et UIMM les accords de mensualisation cite à titre d'exemple :

« Un décret de 6 juillet 1962 relatif au personnel de la SEITA met à la charge de celui-ci des allocations complétant celles de la Sécurité Sociale à condition que les intéressés se soumettent au contrôle médical organisé par l'employeur.

« De même les agents des caisses de Sécurité Sociale ne bénéficient des avantages prévus en cas de maladie que s'ils se plient aux contrôles médicaux effectués à la demande de l'organisme employeur.

Deux exemples encore parmi tant d'autres, le personnel du CHR d'Amiens est soumis à ce type de contrôle depuis quelques années ainsi que le personnel communal d'Aulnay-sous-Bois. Dans ce dernier cas, l'information serait banale en elle-même si le maire de cette commune n'était autre que M. Robert Ballanger, président actuel du groupe communiste à l'Assemblée nationale.

LA « BATAILLE » DES PONTES SYNDICAUX

Les responsables syndicaux engagent « la bataille » après que les patrons de la métallurgie (UIMM) aient signé avec l'ordre national des médecins, le 3 mai 1973, un contrat type qui institutionnalise le contrôle médical privé et déclarent « les contrôles médicaux privés mettent la suspicion sur le malade et sur le médecin traitant », ce qui est juste.

Mais pourquoi n'ont-ils rien fait avant, alors que cette pratique date de nombreuses années ?

Pourquoi ont-ils signé la convention collective sur laquelle s'appuie les patrons ?

« Après un an d'ancienneté, en cas d'absence au travail justifiée par l'incapacité résultant de la maladie ou d'accident dûment constaté par certificat médical et contre visite, s'il y a lieu (compte tenu de ce qui existait déjà en matière de contrôle et qu'ils ne pouvaient ignorer, les responsables syndicaux ne peuvent justifier un « tel oubli » parce qu'ils pensaient, comme ils disent, qu'il s'agissait de contrôle Sécurité sociale. Note des auteurs) l'intéressé bénéficiera des dispositions suivantes etc. »

Mais lorsqu'on sait que les faux communistes de la trempe de Ballanger utilisent les contrôles médicaux privés, on comprend tout cela : les responsables syndicaux sont comme les partis qu'ils représentent :

La prétendue « gauche » fait grand tapage autour de son Programme commun, se présente aux masses comme champion de la démocratie. Mais pour les travailleurs la démocratie, c'est comme le socialisme, ça n'existe pas en système capitaliste.

Ce ne sont pas ces grands bourgeois, de droite comme de gauche qui pourront y changer quoi que ce soit.

Des travailleurs de Trefimétaux





Rouen

UNE ENSEIGNANTE LICENCIEE POUR «INAPTITUDE PHYSIQUE» ELLE RECLAMAIT SA TITULARISATION

Jocelyne Bodéré a travaillé pendant 5 ans et demi comme maîtresse auxiliaire d'anglais dans l'académie de Rouen au lycée de Vernon. Ayant une licence d'enseignement, elle devient en septembre 1975 professeur d'enseignement général de collège stagiaire et demande sa titularisation. Une visite médicale est nécessaire. La commission médicale de l'Académie de Rouen oppose un refus à la demande de titularisation de Jocelyne Bodéré sous prétexte que son poids serait «insuffisant», qu'elle serait «asthénique» (fatiguée) et souffrirait de laryngite chronique.

La jeune femme ayant fait appel au tribunal administratif de Rouen, l'administration prolonge son stage et la fait passer devant plusieurs spécialistes dont un cardiologue et un... psychiatre. Deux jours avant les vacances scolaires, elle est avertie par lettre qu'en raison de son «inaptitude physique», elle ne peut ensei-

gner et ne pourra reprendre son travail à la rentrée le 21 février, date à laquelle prend effet son licenciement.

Décidément, après les multiples suicides d'enseignants, on en a une fois de plus la preuve : l'Éducation nationale ne recule devant aucun moyen pour liquider les maîtres auxiliaires et les laisser sur le pavé en s'opposant à ce qu'ils soient titularisés.

Après avoir employé pendant 6 ans Jocelyne Bodéré sans se plaindre de son «inaptitude», elle décide maintenant que celle-ci demande sa titularisation, de la licencier sous un prétexte grossier. Ce n'est pas la première fois qu'elle a ainsi recours à une prétendue «inaptitude physique». Il y a deux ans une autre enseignante avait été également menacée de licenciement, cette fois, sous prétexte de «poids excessif». Va-t-il falloir que les maîtresses auxiliaires répondent à des

«canons de beauté» qui sont propres à l'Éducation nationale pour pouvoir enseigner ?

La commission médicale n'a d'ailleurs pas eu un fonctionnement conforme aux textes «légaux». Elle a «oublié» de prévenir Jocelyne Bodéré de manière à statuer sur son cas en son absence et sans que celle-ci puisse se faire assister d'un expert de son choix. Les «critiques physiques» qu'elle a faites, ne sont en aucun cas motifs de licenciement. Quant à la laryngite «il n'y a lieu (d'après les textes) de retenir que les troubles vocaux ayant résisté à la rééducation... alors que la jeune femme n'a jamais eu besoin de traitement ni de rééducation et que les «spécialistes» nommés par l'Éducation nationale ne lui ont conseillé aucun traitement !

Le SGEN-CFDT a décidé de s'opposer immédiatement à une décision aussi scandaleuse. Le 21, il a orga-



nisé une conférence de presse où Jocelyne Bodéré a montré qu'elle pouvait fort bien parler malgré sa «laryngite» et où un représentant du Syndicat de la médecine générale est venue dénoncer les critères de la soi-disant «inaptitude physique».

Mardi après-midi, tandis que les deux tiers du lycée de Vernon (plus de 200 élèves) étaient en grève, une cinquantaine d'enseignants se rendaient à Rouen pour manifester devant le rectorat tandis qu'une délégation faisait savoir au recteur qu'elle exigeait la réintégration de la jeune enseignante.

informations générales

Défenseur du prestige de la France capitaliste, le PCF vole au secours de la haute-couture

Les parlementaires du PCF viennent d'accoucher d'un projet de loi déposé à l'Assemblée nationale sous le No 2647 et qui doit être discuté à la session du printemps.

L'enjeu de ce débat ne sera autre que la «haute couture» dont le PCF se fait l'ardent défenseur. Il entend prendre la défense de «cette activité spécifique de création, qui contribue au prestige de Paris et de la France».

Il faut dire que la haute couture, si elle n'intéresse qu'un nombre réduit de grandes bourgeoises de par le monde fait un chiffre d'affaire coquet : il se monte à 7 milliards soit 15 % du chiffre d'affaire de l'industrie automobile.

D'ailleurs le PCF n'est pas un débutant en matière de haute couture. Doumeng lui-même milliardaire bien connu de ce parti ne serait-il pas administrateur de la «société anonyme Jacques Estérel».

JUSTICE

UNE CLEMENCE SUSPECTE

Quand les victimes
sont des immigrés

La vie de travailleurs immigrés ne vaut pas cher aux yeux de la justice bourgeoise. Dans la soirée du 14 août 1973, le gérant d'un bar marseillais avait tué à coups de pistolet un Algérien Hacene Idjeri et blessé le frère de celui-ci, Mustapha. Laisse libre alors qu'il était inculpé de meurtre et tentative de meurtre, il a été condamné par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône à 5 ans avec sursis.

Par ailleurs, l'appareil judiciaire n'a toujours pris aucune décision dans l'affaire Patrick Mirval. Celui-ci, un Martiniquais détenu à Fleury-Mérogis était décédé dans des conditions suspectes. La justice bourgeoise est prompt à condamner dans ses chambres de «flagrant délit» à des peines de prison ferme pour des actes de délinquance et des délits mineurs. Mais elle devient

UNE FILLETTE ALGERIENNE EST MORTE A LA SUITE DE VIOLENCES POLICIERES

LA «JUSTICE» PRONONCE UN NON-LIEU

Malika Yezid, fillette de huit ans, est morte après avoir été giflée par un flic, certains de nos lecteurs s'en souviendront, le 24 juin 1973.

Ce jour-là deux gendarmes pénètrent dans la cité de transit des Groux à Fresnes. Ils recherchent un jeune garçon de quatorze ans. Sans mandat de perquisition ils pénètrent chez ses parents, mais il a eu le temps de partir. Ils s'en prennent alors à sa petite soeur Malika, qu'ils accusent d'avoir prévenu de leur arrivée. Devant sa mère la fillette est giflée. Pendant un quart d'heure elle est interrogée

bien-timorée dans ses condamnations et bien lente dans son action quand les victimes sont de nationalité étrangère, d'autant plus lorsqu'il peut s'agir de meurtres racistes.

dans une pièce sans témoins malgré les protestations de sa mère. En sortant de la chambre, la fillette tombe inanimée.

son état, les flics cherchent à légaliser leur intervention, en demandant au père de Malika de signer après coup un mandat de perquisition, ce qu'il refuse.

Après leur départ, un médecin appelé au chevet de la fillette la fait transporter à Saint-Vincent-de-Paul, elle sera ensuite transférée à la Salpêtrière où elle mourra le 28 juin.

Ses parents portent plainte pour violation de domicile, coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort et pour non-assistance à personne en danger.

Dès le début, ils savent qu'ils auront du mal à faire rendre justice.

On leur demande tout d'abord une somme de 1 200 F pour se constituer partie civile. Grâce à une collecte ils parviennent à la

rassembler. Ensuite c'est toute une série de lenteurs, de pressions, entre autre la visite d'agents des RG. Après le décès de M. Yezid, âgé de 72 ans, on cherche à faire croire à sa femme qu'une procédure d'expulsion est en cours contre elle, ce qui est une pure invention. Enfin, sans qu'il y ait eu, malgré les demandes, confrontations entre les parents et les gendarmes ni reconstitution des faits, la justice prononce sa sentence «non-lieu».

Une telle mort et une telle «justice» ne peuvent que renforcer notre volonté d'abattre une société aussi pourrie.

REIMS

AU FOYER WILSON
55, BD WILSON
(ancienne école)

EN COLLABORATION AVEC
L'ASSOCIATION DES AMITIES
FRANCO-CHINOISES

Du jeudi 17 février au mardi 1er mars

LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DE CHINE

tous les jours : exposition
LA VIE QUOTIDIENNE EN CHINE

mardi 1er mars à 20 H 30
LA SANTÉ EN CHINE
(Film et débat)

Entrée : 3 F



PARIS

«Un postier du 18e en Chine
lors de la mort du président Mao»

RÉUNION-DÉBAT
organisée par le comité 18e de
l'Association des amitiés franco-chinoises

JEUDI 3 MARS — 20 H 30
127-129, rue Marcadet
(métro Lamarck ou J. Joffrin)
Paris 18e



culturel

A propos de la revue «Le Peuple français»
et de l'histoire

«Rendre au peuple son histoire»

A l'occasion de la parution d'articles historiques sur la révolte des soldats en 1917, celle des vigneronnes de 1907 et celle des Boxers, nous avons mentionné en bibliographie, la revue : «Le peuple français» sans explication.

En 1974, la revue «Proletariat», revue théorique des communistes marxistes-léninistes, dans son numéro 4, présentait «Le peuple français» en rappelant ses objectifs et en estimant que «son entreprise qui rencontre un écho grandissant chez les enseignants et lycéens mais aussi chez les militants syndicalistes, est largement positive.»

Nous engageons alors nos lecteurs à prendre connaissance du «Peuple français». Aujourd'hui notre audience s'est accrue, nous nous proposons de vous faire à nouveau connaître cette revue.

Dès ses premiers numéros l'équipe de rédaction du «Peuple français», des enseignants, se proposait comme objectif ;

- lutter contre l'histoire bourgeoise qui parle de l'histoire «comme d'une vaste pagaille dans laquelle des génies isolés viendraient de temps en temps mettre un peu d'ordre», «où le peuple sert de figurant». Pour ce faire, il fallait aussi «démystifier un certain nombre de personnages frauduleusement présentés comme des progressistes ou des amis du peuple» tels Jules Ferry, Clémenceau, La Fayette ;

- pour «mieux faire connaître l'histoire du peuple, c'est-à-dire sa vie quotidienne, ses souffrances, ses révoltes, ses joies», «ses fêtes et traditions originales» en y associant l'histoire de la lutte des «peuples colonisés» par la France «pour leur indépendance, ce qui les unit au peuple français, parce que l'ennemi étant commun les combats ne font qu'un».

Tous ces objectifs, réalisés jusqu'à présent font que «Le peuple français» est une des rares revues d'histoire qui ait décidé de se mettre du côté du peuple, de raconter la vie du peuple. Cette histoire est présentée de façon vivante, concrète et agréable à lire ce qui rend la revue immédiatement accessible à beaucoup d'élèves, d'ouvriers et de paysans.

Au bout de 7 ans de parution (No 1 en janvier 71), la revue peut faire un constat de réussite : 30 000 lecteurs la lisent régulièrement, tous les anciens numéros de 1 à 19 sont épuisés.

L'HISTOIRE
BOURGEOISE
C'EST UNE
MARCHANDISE

Des revues comme «His-

torama», «Histoire magazine», «Historia», etc., touchent 2 millions de lecteurs en bourrant le crâne de récits d'alcôves (où se fait

LA REFORME HABY ET L'HISTOIRE

La réforme Haby supprime en 6e l'histoire et la géographie pour la diluer dans de vagues et très générales «sciences sociales». On y étudiera l'histoire de l'agriculture (mais pas celle des paysans) celle de l'architecture (mais pas celle des esclaves qui ont construit les temples grecs), le tout agrémenté de «flash» d'histoire découpés en tranches de saucisson, supprimant toute idée d'évolution.

Par la suite, l'histoire sera une option à partir de la 2e et l'on peut présager de sa disparition rapide des matières d'enseignement. Au temps de Jules Ferry, l'histoire était la matière principale avec le calcul et la dictée pour former de «bons ouvriers», car grâce à elle, la bourgeoisie justifiait sa dictature, développait son chauvinisme impérialiste et l'oppression des peuples coloniaux. De nos jours, le mouvement révolutionnaire des masses, la lutte du tiers monde pour son indépendance mettent en péril cette entreprise et la bourgeoisie a de plus en plus de mal à se servir de l'histoire contre ceux qui la font. Aussi est-elle devenue une matière non rentable, dangereuse pour elle.

l'histoire de France comme chacun sait !) en glorifiant le fascisme et prodiguant à pleines pages la haine du peuple et l'anticommunisme. Sans oublier les émissions de télévision, ou les feuilletons pseudo-historiques dans le style d'Alexandre Dumas. La bourgeoisie vend de l'histoire comme elle vendrait n'importe quoi en jouant sur la soif de savoir du passé du peuple. C'est pour cela que rares sont les revues d'histoire non commerciales : «Le peuple français» lui, est fait par une équipe entièrement béné-

vole.

Lutter pour rendre au peuple son histoire, c'est lutter contre l'histoire bourgeoise. Entreprendre cette lutte, c'est se battre contre les idées que la bourgeoisie diffuse à pleins manuels scolaires, émissions TV, etc., où sont mis en avant «le grand homme», les «grandes batailles».

IL FAUT AUSSI
COMBATTRE
L'HISTOIRE
RÉVISIONNISTE

Le PCF se sert de l'histoire pour justifier sa trahison et son passage dans le camp de la bourgeoisie. Sa revue «Les cahiers de l'histoire»

LE PEUPLE FRANÇAIS



• La Front Populaire sous le fascisme
• Les indiennes de 1917
• Femmes de 1917 • Les Combats (II)
Tirages : 100.000 - Août 1977

fasciste de 1936 et la lutte antimonopoliste de 1973 pour les élections législatives sont une seule et même chose. Dans l'histoire révisionniste, le peuple sert aussi de figurant à ces nouveaux bourgeois.

POUR LE PEUPLE
C'EST UN BESOIN
DE CONNAITRE
SON HISTOIRE

Dans notre journal nous n'avons jusqu'à présent publié que peu d'articles historiques. Ce n'est pas par désintérêt, mais c'est par le fait que l'histoire populaire est absente des livres et manuels, que les archives ne parlent du peuple que quand il se révolte et jamais dans son travail, sa vie quotidienne.

«Le peuple français» fait l'effort de ressusciter la mémoire populaire. C'est une initiative à encourager.

De notre côté, ayons le souci de participer à ce combat, ayons le souci de nous pencher sur les souvenirs du peuple.

REDONNONS AU
PEUPLE SON HISTOIRE

EMPARONS-NOUS
DE L'HISTOIRE POUR
EN FAIRE UN INSTRUMENT
DE LUTTE DE CLASSE.

La revue «Le peuple français n'est pas diffusée en kiosque, on la trouve dans certaines librairies. Son adresse est :
Le Peuple français
BP 26
92190 Meudon
4 numéros par an : 16 F

En vente à la librairie
«Les Herbes sauvages», 68
rue de Belleville, 75019
Paris.

Vu au cinéma Giacomo Matteotti

L'Italie est le pays où le fascisme arrive au pouvoir le plus tôt : dès 1922, c'était la «marche sur Rome», à la suite de laquelle Mussolini est chargé de former le gouvernement. Il a l'appui de la bourgeoisie, laquelle est incapable de faire face par les moyens traditionnels à l'essor des luttes ouvrières et paysannes, dans la situation de grave crise économique et politique que connaît le pays au lendemain de la guerre.

En plus de l'opposition des masses populaires, Mussolini se heurte à celle de certains partis qu'il veut écarter totalement de la scène. C'est ainsi que les élections truquées de 1924 sont violemment dénoncées à la Chambre par le député socialiste Giacomo Matteotti. Celui-ci sera enlevé et assassiné quelques jours plus tard par un commando fasciste.

L'événement entraîne un nouvel essor du mouvement antifasciste qui menace le régime. Mais le jeune Parti communiste est le seul à s'appuyer sur la classe ouvrière et la paysannerie ; les autres partis préfèrent mettre au point des combinaisons politiciennes dans

le respect de la légalité fasciste. Une véritable trahison permettra à Mussolini de lancer sa contre-offensive et de l'emporter.

La peste brune ne sera écrasée que 20 ans plus tard.

Pour relater cet épisode, le réalisateur s'est placé d'un point de vue «objectif», cherchant à «respecter l'histoire».

On comprend tout de suite qu'il s'agit en réalité du point de vue de la bourgeoisie. La presse de cette classe ne s'y est pas trompée, avec des commentaires du style : «Enfin, un film dépassionné!».

Certes, le film critique le fascisme, mais sans conviction. Il s'étend sur les discussions entre leaders politiques bourgeois, entre journalistes. Il s'attarde avec complaisance sur Mussolini et sa clique, dont certains membres sont presque sympathiques ! Par contre, la lutte des classes, le peuple, ça n'existe pas. Ça ne fait sans doute pas partie de «l'histoire». En somme, malgré un sujet intéressant, Giacomo Matteotti est un film faussement antifasciste, il joue un rôle de mystification et de démobilisation.
Un lecteur

Un tableau enthousiasmant

HOMMAGE A MAO

Nous avons reçu d'un camarade la photo d'un des tableaux qu'il a réalisés récemment. Voici des extraits de sa lettre.

«Chers camarades, Je vous adresse la photo d'un de mes tableaux. «Hommage à Mao». En peignant cette toile, j'ai

voulu montrer l'espoir qu'apporte la Révolution chinoise aux jeunes générations et le rôle immense de l'œuvre de Mao dans l'émancipation de la femme. D'autre part, dans la composition, Mao ne domine pas, n'écrase pas. Il est présent, au coude à coude avec ceux qui luttent.



L'Humanité Rouge

Les mairies, partie intégrante de l'appareil d'Etat

Les élections municipales approchent, et dans toutes les grandes villes, les différentes fractions de la bourgeoisie se battent afin de se tailler une part du gâteau municipal. Il faut dire que diriger une grande ville, cela présente beaucoup d'intérêt pour les bourgeois : budget élevé, donc possibilité d'en détourner une partie par des avantages en nature, commandes auprès des petits copains, dessous de table...

Par la connaissance de dossiers, de projets (plans d'occupation des sols...) on peut spéculer sur le foncier, l'immobilier. Personnel municipal :

Les marxistes-léninistes ont sur ces questions une réponse très claire : les municipalités, dans le régime capitaliste actuel font partie intégrante de l'appareil d'Etat. Elles en sont l'un des rouages de base. Pour nous en convaincre, il suffit de lire les textes officiels régissant les attributions et fonctionnement d'une municipalité, en particulier le «Code d'administration communale» publié par décret le 22 mai 1957.

Il faut d'abord signaler que tout au long de ce code apparaît l'expression «le maire, sous l'autorité (ou la surveillance) de l'administration supérieure...». Par administration supérieure, il faut comprendre, le préfet et le ministre de l'Intérieur.

Le maire : exécutant à l'échelon local des décisions de la bourgeoisie

En tant que premier magistrat municipal lui conférant la qualité d'officier de police judiciaire, le maire est tenu de faire appliquer dans sa commune les lois de la bourgeoisie :

art 77 : «Le maire est chargé sous l'autorité de l'administration supérieure

— de la publication et de l'exécution des lois et règlements

— de l'exécution des mesures de sûreté générale

— des fonctions spéciales qui lui sont attribuées par les lois. (recrutement de l'armée, établissement de listes électorales...)

art 81 : «Le maire prend des arrêtés à l'effet :

— d'ordonner des mesures locales sur les objets confiés par les lois à sa vigilance et à son autorité

— de publier à nouveau les lois et règlements de police et de rappeler les citoyens à leur observation».

art 76 : «Le maire est chargé, sous la surveillance de l'administration supérieure, de l'exercice des pouvoirs de police (art 96 et suivants)».

Il est donc clair que le maire est le représentant de l'Etat dans la commune.

Le maire est en permanence sous la tutelle du préfet

La commune constitue l'échelon administratif le plus proche des ci-

toyens. Elle a de fait compétence pour tous les problèmes quotidiens des travailleurs : logement, école, hygiène publique, équipements, circulation, culture... Tout cela dans le cadre des directives et orientations de la bourgeoisie. Il est très difficile pour une municipalité de refuser ces orientations sur des points fondamentaux.

Par exemple supposons qu'un maire et son conseil municipal veuillent défendre les intérêts de la classe ouvrière et du peuple. Dans cet objectif, ils décident :

— de supprimer les impôts locaux (taxe d'habitation...) pour

possibilité de placer les petits copains du parti ou le neveu à la recherche d'un bon emploi.

Dans chaque ville se présenteront des listes prétendant défendre les intérêts des travailleurs que ce soient des listes d'Union de la gauche ou bien de soi-disant révolutionnaires comme LCR, LO, OCT, etc.

L'idée qu'un maire est seul maître dans sa commune est très répandue. Qu'en est-il en réalité ? Peut-on défendre les intérêts des travailleurs en dirigeant une municipalité ? Voilà des questions que se posent encore beaucoup d'ouvriers.

ment du personnel...) n'est exécutoire qu'après avoir été autorisée par l'autorité supérieure.

art 82 : «Les arrêtés pris par le maire sont immédiatement adressés au sous-préfet et au préfet...»

«Le préfet peut les annuler ou en suspendre l'exécution».

Ne pouvant créer de nouveaux impôts pour les riches notre conseil municipal «rouge» décide donc de financer la suppression des impôts pour les chômeurs par un déficit du budget de la commune.

Là encore la bourgeoisie a les moyens de contrecarrer une telle initiative.



ARTICLE 77 :
"LE MAIRE EST
CHARGÉ (...) DE
L'EXÉCUTION
DES MESURES
DE SÛRETÉ
GÉNÉRALE"

les chômeurs et les travailleurs payés au SMIC

— de créer un impôt supplémentaire pour les gros commerçants, les gros propriétaires immobiliers.

Eh bien, de telles décisions, même prescrites par arrêté municipal, ne pourraient jamais être appliquées, en effet toutes les délibérations des conseils municipaux sont soumises au préfet ; et le préfet a les moyens, grâce à un arsenal de textes de faire barrage aux décisions des municipalités.

art 41 : «Expédition de toute délibération est adressée dans la huitaine, par le maire au sous-préfet...»

art 42 : «Sont nulles de plein droit :

— les délibérations prises en violation d'une loi ou d'un règlement d'administration publique.»

art 44 : «La nullité de droit est déclarée par arrêté motivé du préfet...»

art 47-48 : résumé : la majeure partie des délibérations du conseil municipal (budget, emprunt, traite-

art 178 : résumé : lorsque le budget du dernier exercice fait apparaître un déficit supérieur à 5 ou 10 % selon l'importance des communes, le nouveau budget voté est soumis à une commission de contrôle qui s'assure que les mesures sont prises par le conseil municipal pour résorber ce déficit ; sinon cette commission, présidée par le préfet prend elle-même les mesures.

Et puis, dans la commune, la lutte de classe s'exacerbe. Les travailleurs de plusieurs usines se mettent en grève ; le préfet ordonne à la police de disperser les ouvriers à la matraque.

Plusieurs ouvriers sont blessés, et le conseil municipal s'indigne. Il se souvient alors que c'est la municipalité qui paie les flics.

art 185 : sont obligatoires pour les communes les dépenses suivantes : «Les traitements et autres frais de personnel de la police municipale et rurale et pour la commune dont la police est étatisée, le contingent assigné conformément à la loi...»

Le Conseil municipal décide donc de refuser de financer cette police qui réprime les travailleurs... rien à faire, le préfet peut passer par-dessus cette volonté.

art 179 : «Lorsqu'un conseil municipal n'alloue par les fonds exigés par une dépense obligatoire, ou n'alloue qu'une somme insuffisante, l'allocation est inscrite par arrêté de l'autorité supérieure.»

Tous ces avatars commencent à enquiquiner le ministre de l'Intérieur et les préfets, d'autant plus que la bourgeoisie locale fait pression sur eux. Le préfet ne manque pas d'arguments pour éliminer cette municipalité gênante.

art 67 : «dans le cas où le maire refuserait ou négligerait de faire des actes qui lui sont prescrits, par la loi, le préfet peut, après l'en avoir requis, y procéder d'office par lui-même ou par un délégué spécial».

art 68 : «Les maires et adjoints peuvent être suspendus par un arrêté du préfet pour un temps qui n'excède pas un mois ; ils ne peuvent être révoqués que par décret».

art 37 : «Tout membre d'un conseil municipal qui, sans excuse valable a refusé de remplir une des fonctions qui lui sont dévolues par les lois, est déclaré démissionnaire...»

art 18 : «Un conseil municipal ne peut être dissous que par décret motivé rendu en conseil des ministres et publié au journal officiel.

S'il y a urgence, il peut être provisoirement suspendu par arrêté motivé du préfet qui doit en rendre compte immédiatement au ministre de l'Intérieur...»

CONCLUSION

Ces quelques extraits du Code de l'administration communale indiquent sans ambiguïté que les intérêts des travailleurs ne peuvent être défendus par un conseil municipal.

Le maire et le conseil municipal ont une très faible autonomie par rapport au pouvoir bourgeois et ils ne peuvent prendre des décisions importantes qu'acceptées par l'Etat.

Une commune ne peut être un îlot socialiste dans une mer capitaliste ; pour que les mairies soient au service du peuple, il faut tout d'abord prendre le pouvoir, et détruire l'appareil d'Etat ; c'est ce qu'a fait le peuple de Paris en 1871 en imposant la COMMUNE.